

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

Finances

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération des vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes - Adoption

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le mois d'avril 2021 a connu un épisode de gel d'une exceptionnelle gravité pour les exploitations fruitières et viticoles. Afin de venir en aide aux agriculteurs touchés, l'Etat a mis en œuvre une série de mesures de soutien, dont un dégrèvement de Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties au titre de 2021, proportionnel à l'importance de la perte constatée sur la récolte.

L'article 1395 A bis du Code Général des Impôts permet aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre d'exonérer, sur délibération, de taxe foncière sur les propriétés non bâties, les propriétés composées de vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes.

Seules les propriétés classées dans les troisièmes et quatrièmes catégories de nature de culture définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 peuvent bénéficier de l'exonération.

Au-delà du soutien ponctuel de l'Etat, l'instauration de cette exonération permettra de soutenir les propriétaires concernés en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'instituer une exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des vergers, des cultures fruitières d'arbres et d'arbustes et des vignes ;
- De fixer la durée de l'exonération à une année ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170166-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.